

Union des Femmes Guadeloupéennes  
Journée internationale de la paix du 21 septembre 2005 :  
« Partenariats pour la paix – Dignité pour tous »

## Les réalités de la paix

Joëlle VERDOL  
LDH Guadeloupe

Le 18 septembre 2015  
Centre Rémy Nainsouta

Madame la Secrétaire, Mesdames, Messieurs,

Comme vient de le rappeler Mme la Secrétaire de l'Union des Femmes Guadeloupéennes, à l'initiative de l'Assemblée Générale des Nations Unies, chaque année, le 21 septembre, une journée de réflexion est consacrée au renforcement des idéaux de paix, « tant au sein des nations et des peuples qu'entre ceux-ci »<sup>1</sup>.

A 100 jours de cette date, Monsieur Ban KI-MOON, Secrétaire Général de l'ONU, a précisé que « **Le thème retenu cette année pour la célébration de la Journée internationale, «Des partenariats pour la paix, la dignité pour tous », vient souligner l'importance de la coopération pour faire baisser les armes et aller de l'avant. Sans l'appui des gouvernements, de la société civile, du secteur privé, des groupes confessionnels et des organisations non gouvernementales, la paix restera un idéal inatteignable** »<sup>2</sup>.

Autrement dit, des réseaux doivent être tissés, la société civile notamment doit s'impliquer, pour que la paix soit tout simplement concevable.

Chacun dans ses initiatives individuelles ou collectives se voit ainsi interpellé sur sa contribution concrète « au renforcement des idéaux de paix, tant au sein des nations et des peuples qu'entre ceux-ci ».

Au titre des « Réalités de la paix », permettez-moi donc de vous parler

---

<sup>1</sup> ONU, sur son site.

[http://www.un.org/fr/events/peaceday/2015/sgmessage\\_countdown.shtml](http://www.un.org/fr/events/peaceday/2015/sgmessage_countdown.shtml)

<sup>2</sup> Site ONU, Message du Secrétaire général *Ban Ki-moon* à 100 jours de la Journée le 13 juin 2015.

de ce que la LDH Guadeloupe a réalisé très concrètement à cet égard durant les 100 jours dont parlait le Secrétaire Général de l'ONU.

### **Notre mobilisation pour le Respect des Droits de l'Homme en République Dominicaine**

Le 4 juillet dernier nous étions alertés par des ressortissants haïtiens et par des camarades de la LDH Basse-Terre à propos de la situation des travailleurs haïtiens en République Dominicaine et de celle des dominicains d'ascendance haïtienne. Ces deux catégories connaissent une situation de quasi apartheid. Les dominicains d'ascendance haïtienne vivent une incroyable situation de déchéance massive de nationalité (avec une rétroactivité jusqu'à 1929). L'expulsion massive imminente concerne entre 250.000 et 500.000 personnes.

Dans l'urgence, un premier noyau d'associations a été créé.

Nous nous sommes ensuite rapidement mis à l'œuvre :

- Distribution de 6.000 tracts (inauguration Macte avec déploiement de banderole; visite Jessie JACKSON au Macte ; Prologue Tour cycliste de la Guadeloupe à Bergevin ; Arrivée du Tour à Basse-Terre)
- Médiatisation (Conférence de presse à la Maison de la Citoyenneté Pointoise ; mise en ligne de la Pétition et de la Lettre ouverte sur LDH Infos ; passage à Canal 10 de 2 représentants du Collectif RDHRD ; transmission d'un dossier de presse à Jacques BANGOU

suivi d'une excellente publication dans France-Antilles)

- élargissement du Collectif RDHRD.

Sa composition actuelle est :

Afrocentricity International Section Guadeloupe, Agir en Citoyen, Amnesty International section Guadeloupe, Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) Guadeloupe, Centrale des Travailleurs Unis (CTU), Combat Ouvrier, Comité Inter-Mouvements Auprès Des Evacués (CIMADE), Comité International des Peuples Noirs (CIPN), Confédération Générale du Travail de la Guadeloupe (CGTG), Contacts Recherches Caraïbe (CORECA), Coordination Tèt kole, Family Band, Fédération d'Associations Franco-Haïtiennes en Guadeloupe, Institut Des Hautes EtudeS de la Guadeloupe (IDHES), Ligue des Droits de l'Homme en Guadeloupe, Maison de la Citoyenneté de Pointe-à-Pitre, Parti Communiste Guadeloupéen (PCG), Union Populaire pour la Libération de la Guadeloupe (UPLG).

- Le 7 août 2015, mise en ligne d'une Pétition et d'une Lettre ouverte aux autorités dominicaines. Envoi de ces deux documents aux autorités Dominicaines (Président de la République, Présidente du Sénat, Président de la Chambre des Députés) en trois langues. Copie à diverses personnalités ou institutions nationales et internationales.

Trois idées-forces sont contenues dans la pétition et dans la lettre

ouverte : notion de crimes contre l'humanité (apartheid et expulsions massives) au sens de la Cour Pénale Internationale ; mot d'ordre de Boycott de la destination et des produits ; perspective de poursuites devant la Cour Pénale Internationale si les expulsions massives devaient être mises à exécution.

### **Perspectives / Conclusion :**

En début de semaine, dans le cadre de mes recherches (je suis écrivain), je suis entrée en contact avec des militants des Droits de l'Homme en Haïti et en République Dominicaine. Après leur avoir présenté nos actions, je leur ai demandé un bilan de la situation actuelle.

Voici ce qu'ils m'ont indiqué :

- les exactions diverses s'intensifient : appels (par des quidam mais aussi par personnes détentrices de l'autorité) au meurtre, à l'incendie de maisons de supposés haïtiens, lynchages, contrôles d'identité au faciès dans la rue, nombreux départs « volontaires », ...
- les autorités n'ont pas (encore ?) procédé à des déportations massives de populations, sans doute à cause de la pression intérieure et extérieure mais il faut rester vigilant.
- de premières expulsions dites « formelles » se sont produites en petit nombre depuis la deuxième semaine du mois d'août

- des départs volontaires s'effectuent en grand nombre, sous l'effet des menaces provenant des milieux ultranationalistes dominicains.

Ces contacts en Haïti et en République Dominicaine se sont déclarés très touchés par le soutien du Collectif RDHRD à la diaspora haïtienne en République Dominicaine.

Ils nous en remercient et nous demandent de ne pas cesser mais d'intensifier la mobilisation dans la Caraïbe pour le RDHRD.

Hier soir, ils ont souhaité que le Collectif RDHRD les autorise à publier notre Pétition et notre Lettre Ouverte dans les principaux médias d'Haïti.

Après un coup de fil au Président de la LDH Guadeloupe, j'ai été en mesure de leur donner cet accord.

Ainsi, malgré nos faibles moyens, notre action pour la paix n'aura pas été vaine.

Merci de votre attention.